



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1  
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 30/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR**

LIEU DIT RITTY  
68730 Blotzheim

Références : 0006700250\_2026\_01\_30\_HOLCIM\_VIIC\_SUIECH  
Code AIOT : 0006700250

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR implanté HARTACKER HARTFELD ZERC2 68190 Ensisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite consiste en un suivi d'échéances suite à la mise en demeure du 1er décembre 2025.

#### **Référentiels utilisés :**

- Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2025 portant mise en demeure à la société Holcim Béton et granulats Haut-Rhin de respecter les dispositions applicables à sa carrière d'Ensisheim (68),
- Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR
- HARTACKER HARTFELD ZERC2 68190 Ensisheim
- Code AIOT : 0006700250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une gravière dont la dernière autorisation date du 14 octobre 2015.

Cette autorisation est délivrée pour une durée de 30 ans. Elle concerne le renouvellement de la carrière historique (30,2 ha) et une partie en extension (3,95 ha).

Les vitesses moyennes d'exploitation prévues sont 90 000t/an pendant les 10 premières années et 255 000 t/an par la suite.

L'autorisation inclut également une station de transit de matériaux pour 31 000 m2 (E).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans suite
2	Clôture du site	AP de Mise en Demeure du 01/12/2025, article 2	Levée de mise en demeure
3	Espèces protégées	AP de Mise en Demeure du 01/12/2025, article 3	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant en réponse à la mise en demeure du 1<sup>er</sup> décembre 2025 ont conduit au respect de la mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : plans de carrières à ciel ouvert**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué un plan d'exploitations durant la visite d'inspection.</p> <p>Il a été constaté que le périmètre autorisé, le rayon de cinquante mètres, les cotes d'altitude des points significatifs, les bords de fouilles, les zones remise en état à la date du plan sont indiqués sur ce plan.</p> <p>La représentation de la bande 10 mètre est également représentée sur ce plan.</p> <p>La date de ce plan est le 14 octobre 2025. Ce plan a été mis à jour lors de l'année écoulée.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite suites</p>

## N° 2 : Clôture du site

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/12/2025, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté,</b> l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 susvisé :</p> <p><i>« Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</i></p> <p><i>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. [...] ».</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 septembre 2025, il avait été constaté que certaines parties de clôtures avait été découpées, notamment, de chaque cotés du portail d'entrée.</p> <p>Lors de la visite, un examen de la clôture de la carrière a été effectué. Ainsi, le périmètre complet de la carrière a été parcouru.</p> <p>Le périmètre est matérialisé par un grillage ainsi qu'un merlon sur la zone adjacente à la voie départementale D471 qui couvre les parcelles cadastrales n°6, 7, 9, 10 et 11.</p> <p>En matière de signalétique de sécurité, l'exploitant a mis en place, à intervalles réguliers d'environ trente mètres, des panneaux d'avertissement portant la mention suivante : « <b>DANGER - ACCÈS INTERDIT - RISQUE DE NOYADE ET D'ENLISEMENT</b> ».</p> <p>Il n'a pas été constaté d'absence de délimitation lors de cette inspection.</p>

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Espèces protégées**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 01/12/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Espèces protégées

**Prescription contrôlée :**

**Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté,** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 susvisé, pour ce qui concerne les mares situées en bordure de l'angle nord-ouest du plan d'eau, en faveur du Crapaud calamite :

*« [...] En cas d'insuffisances des mesures mises en œuvre, [...] des mesures correctives doivent être apportées par le pétitionnaire afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées, le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées. [...] ».*

## Constats :

Suite à la visite d'inspection du 16 septembre 2025, Il avait été constaté que les mesures mise en œuvre pour préserver les populations d'amphibiens, notamment celle du Crapaud calamite, se sont avérées insuffisantes. Des mares avaient été mises en place à cet effet. Or, ces dernières n'étaient plus fonctionnelles car leurs assèchements étaient trop excessifs pour les maintenir en eau, les rendant impropres au maintien des conditions écologiques requises pour la survie de l'espèce. Une mise en demeure avait alors été engagée afin que l'exploitant mettent en œuvre des mesures correctives.

L'exploitant avait communiqué une proposition technique à l'inspection mentionnant des propositions pour reconfigurer et modifier les mares et, ainsi, permettre aux populations d'amphibiens de se maintenir.

Cette proposition technique définit également un échéancier détaillé s'étendant sur la période 2026-2027 afin de rétablir les fonctionnalités écologiques des zones concernées.

La planification des travaux se déroulera en deux phases :

- Phase 2026 : réalisation des mesures correctives appliquées aux zones (en partie), 2, 3 et 4 ;
- Phase 2027: finalisation des mesures correctives appliquées à la MC 1 (dernière mare à aménager) et réalisation d'une mare au Sud.

Le détail des aménagements, prévu sur l'année 2026, est le suivant :

1. Complexe MC1, zone 1 :

- Création de deux mares d'une superficie respective de 450 m<sup>2</sup> et 500 m<sup>2</sup>, chacune accompagnée d'un tas de sable adjacent.
- Aménagement de variations de profondeur au sein des mares, afin de favoriser la diversité des habitats pour les espèces amphibiennes cibles.

2. Complexe MC2, zone 2 :

- Installation d'un merlon surélevé par rapport au niveau des plus hautes eaux, visant à protéger les mares 2a et 2c contre les intrusions du plan d'eau contigu.
- Agrandissement, re-creusement et remodelage des mares susmentionnées, en vue d'optimiser leur capacité d'accueil pour les populations d'amphibiens.

3. Complexe MC3, zone 3 :

- Regroupement des mares 3a et 3b, ainsi que des marres 3d et 3c, accompagné d'un remodelage de leur profil pour améliorer leur fonctionnalité écologique.
- Mise en place d'un merlon dont la cote supérieure dépasse le niveau des plus hautes eaux, afin de prévenir toute incursion du plan d'eau adjacent vers les mares restaurées.

4. Complexe MC4, zone 4 :

- Remodelage des mares afin d'aboutir à une surface totale de 500 m<sup>2</sup> ;
- Modification du profilage de la mare avec des variations de profondeurs ;
- Modification du profilage des berges en pentes douces pour permettre de créer des places de chant favorables et de zones de lames d'eau de faible épaisseur plus chaudes propice au développement des têtards.

Il a été constaté que les mares ont été aménagées conformément aux engagements de l'exploitant sur l'année 2026.

Selon l'arrêté préfectoral en date du 8 juillet 2020 portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées, la surface cumulée des mares prescrite à l'issue de la phase 2 s'élève à 320 m<sup>2</sup> pour le Triton et à 2 250 m<sup>2</sup> pour le Crapaud calamite. Dans le cadre de la proposition technique, ces surfaces sont maintenant de 750 m<sup>2</sup> pour le Triton et de 2 500 m<sup>2</sup> pour le Crapaud calamite.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée. Il s'est conformé à la mise en demeure.

Concernant les modifications mises en œuvre, des éléments complémentaires pourront toutefois être demandés à l'exploitant dans le cadre de l'instruction des éléments communiqués par lettre du 20 janvier 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure